LA C.E.A.O. ET L'INTEGRATION ECONOMIQUE
EN AFRIQUE DE L'OUEST

M.M.....

Je commencerai ma réflexion en citant ce proverbe peul: "La nature est d'apprendre et non de savoir". En effet, lorsque M. C.H. Kane Vice-Président international du C.R.D.I. m'a demandé de le remplacer aujourd'hui pour l'invitation que vous avez bien voulu lui adresser, j'avoue humblement que j'étais loin de maîtriser le sujet dont j'ai à vous parler aujourd'hui. Cependant comme le dit le proverbe plus haut mentionné la nature étant d'apprendre et non de savoir, j'ai appris en préparant cet exposé, et compte continuer à le faire au cours de la discussion qui va suivre. Je tiens à remercier l'I.C.I. de m'accueillir de nouveau parmi ses conférenciers.

I. Introduction: Avant d'aborder le vif du sujet il serait bon de cerner la notion d'intégration. Dans son ouvrage sur l'unification de l'Europe ERNST HAAS* la définit comme: "le processus par lequel les acteurs politiques de nationalités différentes sont amenés à transformer leur allégeance, leurs intérêts et leurs activités politiques vers un centre nouveau, dont les institutions ont, ou cherchent à avoir compétence sur les Etats nationaux pré-existants".

Dans le cas de l'Afrique noire décolonisée il s'agit d'un processus, non certes radicalement différent, mais d'une assez grande spécificité. L'intégration y constitue plutôt un problème "primaire" de création d'entités politiques modernes, d'Etats, à partir des groupes qui n'ont jamais été des unités politiques distinctes ou l'ayant été ont perdu leurs indépendances depuis plusieurs générations. Les peuples négro-africains décolonisés naissent à la vie nationale indépendante au moment même où l'Etat-Nation est dépassée comme unité économique, militaire et politique.

Ainsi comme le dit Jean Buchman** : "L'accélération de l'histoire mettrait ce continent devant la nécessité d'un raccourci vertigineux: celui d'un dépassement ou de regroupements supranationaux concomitants".

L'intégration régionale en Afrique de l'ouest, semble s'opérer dans le cadre artificiel des anciens territoires coloniaux et suit ainsi les vicissitudes géo-politiques de la colonisation. Il s'agit en effet de l'intégration d'entités étatiques fondées sur les cadres territoriaux de la colonisation et non une remise en question de ces derniers issus du congrès du Berlin.

C'est donc dans ces cadres que j'analyserai l'intégration économique de l'Afrique de l'ouest et plus particulièrement, de la C.E.A.O.

Cependant pour donner à mon analyse une dimension prospective, je partirai de la période pré-coloniale pour déboucher à l'époque contemporaine.

* ERNST HAAS: The uniting of Europe: political, social and economic forces
1950 - 1957 - London 1958.

** Jean Buchman: "L'Afrique Noire Indépendante" - Paris

II. Des Royaumes aux Etats pré-coloniaux: En effet, pour ma part l'analyse des fondements des institutions internationales africaines au sud du Sahara prend son départ au Moyen-Age avec l'existence des grands ensembles comme les empires du Mali, du Ghana, du Sonhaï etc...

L'analyse historique de cette période nous révèle l'existence en Afrique d'unités étatiques et multinationales et la tendance marquée au regroupement hégémonique. C'est pour cela que les premières tentatives de regroupement nationales ou régionales ont fait appel à ce passé historique (fédération du Mali).

Ce qu'il faut retenir dans le processus intégratif de l'Afrique pré-coloniale, c'est que cette intégration se fit soit par la conquête ou par des alliances parentales. Dans le premier cas, la conquête conduisit à la domination d'un groupe social sur les groupes voisins pour constituer des unités politiques de plus en plus vastes (Chefferies, Royaumes, Empires).

Des relations étroites de parenté existaient entre les pouvoirs et les familles regnantes. C'est ainsi que certaines sociétés globales sont nées de l'union de plusieurs entités politiques.

Les Etats africains pré-coloniaux sont ainsi passés de l'Etat constitué par relations personnelles à l'Etat constitué par la contiguïté géographique pour donner naissance aux grands ensembles historiques dont nous avons parlé plus haut.

Cependant ces caractéristiques et cette évolution des sociétés pré-coloniales vont être influencées par le phénomène colonial.

Avant d'entreprendre l'étude de l'intégration post coloniale, nous allons l'étudier pendant la période coloniale pour mieux en saisir les dimensions actuelles.

L'Afrique s'est saisie à travers l'histoire comme format une unité socio-culturelle profonde. Cette unité marque la personnalité africaine d'une part, mais elle achève d'établir aussi le caractère contingent et artificiel des frontières étatiques actuelles.

Il est impérieux pour l'Afrique indépendante de sortir de l'aliénation économique mais aussi de l'histoire coloniale, pour cela il lui faut effacer le caractère artificiel des frontières coloniales par la coopération régionale ou continentale.

La solution préconisée est le regroupement économique régional ou continental.

Les groupements régionaux en Afrique de l'ouest sont des organismes économiques spécialisés, qui à l'heure actuelle excluent les questions politiques. Nous verrons tout à l'heure que cette prudence est une des grandes failles de l'intégration Régionale ou "Continentale", bien que la plupart de ces organisations se considèrent comme des instruments de réalisation de l'unité africaine.

III. Etats et Fédéralismes coloniaux: La nature du phénomène colonial et ses motifs éclaireront sur la nature que prendront les Etats et fédéralismes coloniaux.

Acceptons tout d'abord que le fait colonial moderne est un produit original de l'Europe et que pour l'appréhender, il faut connaître sa motivation principale ou déterminante.

Il s'agissait fondamentalement pour l'Europe de trouver, à bon compte des produits qui se vendent à prix d'or et des métaux précieux.

C'est la période d'accumulation du capital qui va permettre l'évolution du capitalisme, le passage du capitalisme commercial et financier au capitalisme industriel (XVIIIe siècle).

On voit dans les colonies un moyen d'accroître la puissance industrielle du fait qu'elles constituent des marchés pour la métropole. Elles ne sont plus seulement des réservoirs, mais aussi des déversoirs pour les produits et les hommes.

Il y a un parallélisme étroit entre l'évolution socio-économique des pays européens et l'expansion coloniale. Le motif déterminant est d'ordre économique. Les relations économiques sont établies dans l'intérêt de la métropole. Par voie de conséquence, les économies africaines furent utilisées, non dans l'intérêt des africains, mais dans ceux des colonisateurs. Ce qui veut dire que les colonies ont été formées pour la métropole. Elles ne sont intéressantes que dans la mesure où elles produisent ce que la Métropole ne produit pas.

Pendant presque la totalité de l'ère coloniale, les pays africains furent des pourvoyeurs de matières premières parce que tel était l'intérêt de la métropole.

Pendant la colonisation a été créatrice d'un ordre nouveau, elle a préparé l'avènement des Etats africains nouveaux. Ainsi la colonisation a contribué à créer ou à affermir des unités nouvelles qui sont sinon encore des nations, du moins des quasi-nations qui vont être la substance de l'Etat nouveau et produit de l'Etat européen.

Une autre conséquence de la colonisation concerne les économies africaines. Dans les nouveaux cadres territoriaux se sont développées des économies de type capitaliste dont les caractères sont opposés à ceux des économies traditionnelles.

Les économies traditionnelles n'ont été modifiées que dans la mesure où le développement économique de la société moderne européenne l'exigeait.

C'est ainsi donc que deux économies coexistent, l'une coloniale et capitaliste, l'autre africaine et pré-capitaliste qui a subi une dégradation continue sous l'influence de la précédente.

Ce qui fait que les Etats africains recèlent de nombreuses contradictions et sont caractérisés par la Dépendance.

Pour ce qui est des Etats de la C.E.A.O., il est bon de rappeler que la France avait créé deux grandes fédérations administratives (A.O.F. et A.E.F.). A la veille des indépendances, au moment de la loi Cadre de 1956, elle sonnera de glas de ces fédérations pour amener la balkanisation que favoriseront certains hommes politiques africains.

Cette fragmentation de l'Afrique en unités parfois minuscules comporte des conséquences importantes. Quelque soit le chiffre de sa population, chaque Etat se voit contraint de supporter des dépenses de souveraineté (administration, université, armée, diplomatie, etc...) qui sont hors de proportion avec les capacités contributives de sa population.

La veille de l'indépendance verra s'affronter déjà les tenants de la souveraineté internationale, du panafricanisme, du fédéralisme primaire et des partisans de la communauté franco-africaine. C'est essentiellement autour de ces options que vont se jouer les péripéties de l'intégration en Afrique de l'ouest francophone.

IV. Du Nationalisme territorial au Panafricanisme: En obtenant l'indépendance l'Afrique Occidentale s'est rendue compte que celle-ci n'était ni facile, ni joyeuse. La décolonisation n'entraîne pas seulement l'indépendance juridique. Elle provoque une impulsion et souvent une orientation nouvelle en matière de développement économique et sociale, ainsi qu'une affirmation accrue d'originalité culturelle et idéologique. Il y a chez le négro-africain un besoin d'affirmation, un besoin de compenser l'incertitude face au problème capital du Développement.

La dissolution de la Fédération d'Afrique Occidentale française du fait de la loi cadre et de l'accession individuelle des anciens territoires au statut d'Etat membre de la communauté internationale va faire surgir la question des rapports entre les Etats africains appartenant à cette organisation.

Les uns préconisaient des rapports inter-africains super-ordonnés. C'est à cette idée que s'était opposée L.S. Senghor quand il refusait les "JOUJOUX" et les "SUCETTES" de la loi cadre!

Senghor expliquait en 1958 en ces termes l'intégration horizontale des Etats de l'Afrique Occidentale française: "Les solidarités horizontales inter-africaines économiques et culturelles". Pourrait-on considérer le processus de regroupement horizontal actuellement en cours en Afrique Occidentale comme une préfiguration de cette doctrine Senghorienne?

A cette tendance fédéraliste s'opposait celle représentée par M. H. Boigny qui prônait des liens souples entre Etats africains, se limitant au domaine économique et des rapports super-ordonnés entre les Etats africains et la FRANCE. La communauté franco-africaine, des vœux du Président H. Boigny devait déboucher à terme sur un état fédéral excluant l'indépendance des Etats africains, membres de cette communauté.

C'est principalement autour de ces deux thèmes que va se jouer l'avenir politique de l'Afrique de l'ouest francophone. L'indépendance de ces pays sera ainsi fondée majoritairement sur des accords avec l'ancienne métropole.*

Le phénomène d'hyperpolitisation va multiplier les problèmes entre ces pays nouvellement indépendants qui vont être écartelés entre un nationalisme "territorialiste" étroit et un panafricanisme "solidariste".

Les uns et les autres ont une conception différente de la décolonisation. Pour SEKOU TOURE: "la décolonisation est la modification fondamentale, qualitative, de tout ce qui existait et était strictement adapté au, phénomène colonial et qui doit désormais être adapté à l'exercice de notre souveraineté... Chacun doit retourner aux sources culturelles et morales de l'Afrique, réintégrer sa propre conscience, se reconvertir dans ses pensées et dans ses actes aux valeurs, aux conduites, aux intérêts de l'Afrique".

* HAURIU, A.: Les institutions et la vie politique des pays sous-développés qui ont accédé à l'indépendance. PARIS - 1958 - 1959.

Tandis que pour L.S. Senghor: "La décolonisation doit d'abord signifier une révolution profonde des structures mentales, morales, sociales et économiques"... selon Senghor ... "Cette Révolution n'est pas destruction de l'acquisition coloniale, mais utilisation et réorientation fondamentale de cet acquis, considéré comme un instrument arraché à la colonisation et susceptible de recevoir une nouvelle orientation".

Il y a plus que des nuances entre les prises de position qu'implique ces deux textes. Il y a toute la distance qui sépare l'option de l'Afrique dite "Révolutionnaire de cette que prétend tenir comme un pari, l'Afrique dite "Réformiste".

Cependant l'on peut ressentir que sous ces oppositions idéologiques transparaît une même volonté vitale: celle de relever le défi de l'indépendance.

Les solutions aux problèmes de l'indépendance seront recherchées dans l'unité et l'intégration... C'est pour réagir contre la situation néo-coloniale que les Etats africains cherchent à s'unir.

Les inconvénients inhérents aux micro-Etats expliquent la puissance des idéologies du Panafricanisme, de l'Africanité et de la Négritude. Mais cet idéal se trouve contre-balancé par l'accent mis dans la recherche de l'unité nationale. H. Boigny dira comme adversaire du Panafricanisme qu'il jugeait utopique: "Nous voulons, avant de parler d'union africaine, réaliser l'unité des tribus, des générations, des couches sociales. Ce n'est qu'après avoir réalisé cette unité que nous pourrons organiser la coopération africaine avec les autres nationalités".

L'intégration de l'Afrique de l'ouest francophone va se jouer autour de ces thèmes inconciliables en apparence.

Cependant un rapprochement se fera peu à peu entre Senghor et H. Boigny après leurs expériences. Le dernier avec le conseil de l'entente, et le premier avec la Fédération du Mali et l'organisation des Etats riverains du Fleuve Sénégal (OERS). Ainsi s'est esquissé au cours de la courte histoire de l'Afrique indépendante un rapprochement entre les unionistes et les supranationalistes. C'est ainsi que l'idée de coopération entre Etats souverains gagne du terrain, surtout dans un cadre régional.

L'évolution de l'idée panafricaine montre donc que les thèmes s'entre croisent; le nationalisme est constamment proclamé en même temps que le panafricanisme, à tel point qu'on peut se demander dans quelle mesure l'idée panafricaine n'est pas surtout une idée nationaliste ou régionaliste.

Cependant la force du Régionalisme est plus grande. Celui-ci même est marqué par le passé colonial. Il y a d'une part un régionalisme ouest-africain anglophone et d'autre part un régionalisme francophone. Tous deux prennent appui sur les groupements qui existaient pendant la période coloniale.

Pour les tenants du Régionalisme, l'unité africaine doit commencer par des mesures pratiques de coopération dans les domaines économique, scientifique et culturel.

Le nationalisme territorial devient ainsi la base de la réalisation progressive de regroupements plus grands, pour autant que ceux-ci se montrent au moins dans la phase initiale du processus, respectueux de la souveraineté des Etats-nationaux.

Possibilités et Obstacles
à l'intégration en Afrique Occidentale Francophone

a) les possibilités: le besoin de l'intégration en Afrique de l'ouest est d'abord à la fois une protestation, un refus et une revendication. A ce titre il est une réaction contre la situation néo-coloniale.

Ce besoin d'intégration repose sur ce que l'on pourrait appeler la mystique du développement basée sur une stratégie spécifique de type communautaire et qui pourrait agir comme un levain pour l'unité africaine.

Ce mythe du développement anime une volonté puissante de regroupement même si celui-ci prend comme base intangible les unités politiques indépendantes dans leurs frontières actuelles. Car il les pousse, à se dépasser elles-mêmes en de grands ensembles démographiquement, économiquement, stratégiquement, culturellement et politiquement valables.

La nécessité de concilier la volonté de l'indépendance et le souci d'un espace assez grand pour que la tentative ait un sens, constituent un impératif aux pays africains nouvellement indépendants.

Par son désir de prendre en mains propres son destin et son développement, l'Afrique veut psychologiquement et matériellement assumer son devenir. Le dynamisme nécessaire, il entend le puiser dans la découverte et la fierté d'une voie qui lui soit propre, et qui l'aideront à sortir de la torpeur et de l'irresponsabilité dans lesquelles le régime colonial l'a parfois enlisé.

A cause de l'exigence à la dignité à laquelle s'alimente le droit au développement, le sous-développement compte aujourd'hui un facteur constitutif nouveau: la prise de conscience par les populations sous-développées d'Afrique Occidentale des réalités de leur situation. Celle-ci entraîne premièrement une prise de conscience de la misère et de son opposition avec la richesse des pays développés mais en second du caractère sans cesse croissant des inégalités économiques. Il y a aussi une prise de conscience des possibilités de développement offertes par la technique et une prise de conscience de la responsabilité de l'occident dans ce déséquilibre.

Ainsi le sentiment initial de frustration se transforme en un sentiment d'injustice et enfin en un désir, puis une revendication de changement et de développement, qui peut se doubler d'une certaine exigence de nivellement des conditions mondiales. C'est ce que Gunar Myrdal appelle "le grand réveil des pays sous-développés".

Les Etats d'Afrique noire sont tenaillés par une nouvelle obsession: sortir de leur état de sous-développement, compléter leur libération politique par une libération économique sans laquelle la première n'est qu'un vain mot.

La stratégie du développement a évidemment une portée pratique: celle d'un ensemble de méthodes destinées à conduire les pays africains sur la voie de la croissance économique et sociale.

L'indépendance ne modifie pas les données fondamentales du problème économique, mais elle peut permettre une action économique et politique plus vigoureuses.

C'est en méditant le fait colonial que certains leaders reprennent à leur compte les grands objectifs du développement, mais en les ramenant dans un cadre africain et en les appliquant au seul profit des africains. Il s'agit d'un nouveau nationalisme économique ou plutôt l'idéologie du développement devient une composante essentielle du nationalisme négro-africain.

Gunar Myrdal* justifie ainsi cet aspect positif: "Le fait que de forts éléments émotionnels rattachent l'effort de développement à la lutte pour l'indépendance politique nationale est d'une grande importance, en ce qu'il distingue cet effort de développement du processus historique d'industrialisation tel qu'il s'est déroulé dans les pays aujourd'hui avancés. L'existence d'un effort politique visant au développement économique dans les pays sous-développés n'est pas une vaine chimère d'économiste en mal de plan; c'est une force politique d'une puissance énorme et irrésistible dans le monde contemporain".

L'Idéologie du développement présente ainsi une vertu particulière en Afrique Noire: elle constitue une idée-force de nature à servir de ciment entre les groupes et les intérêts divergents de sociétés hétérogènes.

Vertu d'autant plus efficace qu'en modifiant les structures économiques et sociales, en consolidant les bases mêmes des Etats, le développement réduit considérablement les anciens antagonismes.

Pour s'en sortir, il faut donc que les Etats africains s'organisent, fassent un effort sur eux-mêmes. Ils doivent pratiquer entre eux le principe du "self-help".

Pour accomplir cet effort efficace les Etats africains ont besoin de mettre au point une stratégie du développement régional ou continental.

La question la plus grave qui se pose aujourd'hui aux pays négro-africains indépendants est de savoir comment tenir compte de ces possibilités pour déboucher sur une idéologie de développement qui embrasserait la conscience populaire.

b) Les obstacles: Disons d'abord que la proximité de l'indépendance politique le maintien de circuits "coloniaux" d'échange et d'assistance, la provenance aussi et le caractère des nouvelles aides offertes et acceptées, constituent des éléments de différenciation et d'obscurcissement de la réponse.

L'indépendance territoriale est bien trop nouvelle pour que les nouvelles Républiques ouest-africaines acceptent volontiers d'en aliéner ou d'en déléguer la moindre parcelle. Ce réflexe a jusqu'ici empêché tous les regroupements envisagés, soit de dépasser le stade des projets ou des pures déclarations, soit de s'élever au-dessus de modes d'organisation strictement inter-gouvernementaux.

La tendance au monisme et ses composantes: Caractère communautaire de l'expression politique, parti unique et personnalisation du pouvoir sont responsables avec la balkanisation de la territorialisation de l'ancienne Afrique française.

* Gunar Myrdal: Une économie internationale, Paris 1958.

Les difficultés endogènes existent aussi, les conflits de personnalités, les rivalités, la course au leadership.

Je pense cependant que les nécessités du développement sauront surmonter les difficultés endogènes. Les solutions aux obstacles exogènes seront trouvées à travers les processus de politisation et de prise de conscience des populations africaines.

V. De l'UDAO à la CEDEAO: Le type d'intégration retenu par les Etats africains de l'ouest procède essentiellement du modèle régional, bâti sur les fondements d'unions créées durant l'époque coloniale.

Le but recherché à court terme dans ces intégrations régionales est essentiellement la mise en commun de potentialités économiques et humaines en vue de créer un espace économique dont les dimensions permettent l'implantation d'industries dont l'importance est vitale pour le développement. Ce but à long terme relève des visées politiques et veut arriver à la création d'un ensemble régional homogène par intégration véritable ou fusion des économies en une seule capacité très supérieure. Dans cette optique il faut envisager la suppression de toutes restrictions relatives à la circulation des facteurs, ce qui signifie une mobilité accrue reposant sur la liberté du commerce en général, mais ce qui ne peut se faire dans le cadre d'Etats souverains que très progressivement si l'on veut précisément éviter des déséquilibres conflictuels.

Les processus d'intégration mis en oeuvre visent certes à la possibilité de création d'industries dans le cadre des unions; mais d'autre part les Etats contractants en attendent une possibilité de développement harmonieux, c'est à dire une équitable répartition des avantages de l'intégration.

Je vais essayer de cerner plus avant les problèmes liés à l'intégration en Afrique occidentale en analysant l'évolution de la CEAO, depuis la naissance de l'UDEAO.

L'UDEAO: (Union douanière des Etats de l'Afrique Occidentale)

Le traité signé le 14-3-1966 à Paris entre les Etats de la Côte d'Ivoire, du Bénin, de la Haute-Volta, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Sénégal, abroge l'acte du 9 juin 1959 portant création et organisation de l'U.D.A.O.

Le traité de 14-3-66 établit l'U.D.E.A.O. qui devient une organisation internationale spécialisée. Ce traité est entré en vigueur le 15-12-1966.

L'UDEAO était faite de l'idée d'assurer une juste répartition des produits des douanes. Les Etats côtiers par les ports maritimes desquels transitaient certaines importations avaient promis de ristourner aux Etats de l'Intérieur les droits de douane perçus dans les ports.

L'UDAO* n'était pas dotée d'organes aptes à assurer cette répartition qui laissée à l'appréciation bilatérale des Etats membres, donna lieu à de nombreuses difficultés. Faute pour les Etats côtiers d'avoir réalisé leurs promesses, les Etats de l'intérieur, érigèrent des barrières douanières qui enlevèrent à l'UDAO toute son efficacité et sa raison d'être.

L'UDEAO a été établie pour corriger les imperfections de l'UDAO et améliorer la coopération douanière.

* UDAO: (Union douanière de l'Afrique Occidentale)

L'établissement de l'UDEAO répond à la volonté de lever les obstacles à la coopération inter-étatique et au développement harmonisé de l'économie des Etats membres. Aussi le traité a-t-il conféré aux organes de l'UDEAO les moyens de tenir en échec les égoïsmes étatiques.

1. Les compétences Exclusives de l'UDEAO: L'établissement du tarif extérieur commun relève de la compétence exclusive de l'UDEAO. L'article 3 interdit aux Etats membres d'exercer aucune compétence en la matière.

La compétence pour déterminer la nature des produits tombant sous la réglementation commune relève de l'UDEAO. Les produits originaires de l'UDEAO sont ceux récoltés, extraits du sol ou fabriqués dans un Etat membre. Le critère de qualification est géographique et ne tient pas compte de la nationalité des sociétés produisant les biens.

Lorsque les produits sont acceptés comme originaires de l'UDEAO, leur circulation d'un Etat membre à un autre est soumise à une taxe fiscale, dont le montant total ne peut excéder 50% du total de la fiscalité la plus favorable applicable aux produits similaires importés. Cette disposition en allégeant la charge fiscale à laquelle sont soumis les produits originaires, les favorise par rapport aux produits similaires provenant d'Etats tiers.

2. La Délégation de Compétences: L'UDEAO délègue ces compétences aux Etats membres sous les conditions suivantes:

a) Le tarif extérieur commun dont la fixation relève de la compétence exclusive de l'UDEAO, comprend un tarif minimum et un tarif général équivalent au triple du tarif minimum. Le tarif général constitue le "plafond" du tarif extérieur commun et le tarif minimum en constitue le "plancher", ainsi l'article trois, interdit-il aux Etats membres d'accorder des concessions tarifaires.

b) Les dispositions fiscales et économiques contenues dans le traité établissant l'UDEAO lient les Etats qui ne peuvent y déroger qu'avec l'autorisation du comité des ministres. Les Etats membres sont soumis aux mêmes droits et obligations; le fonctionnement de l'UDEAO obéit au principe de la non discrimination.

Les Etats membres ne peuvent établir un régime préférentiel, un régime plus avantageux et partant discriminatoire, qu'à la double condition de se constituer en union économique et d'avoir obtenu l'autorisation préalable du Conseil des Ministres.

c) Le Conseil des Ministres de l'UDEAO reconnaît le droit aux Etats membres de prendre des dispositions fiscales susceptibles de protéger leurs industries.

Lorsque la menace de concurrence est établie, le comité des Ministres est obligé d'accorder son autorisation à l'Etat. La compétence de l'UDEAO est ici liée, alors que dans les deux premiers cas elle est discrétionnaires. La délégation est facultative dans un cas, elle est obligatoire dans l'autre. Ce dernier point apporte déjà une limite à la primauté du droit de l'UDEAO.

Les limites des Compétences de l'UDEAO: La primauté du droit inter-étatique reçoit une double limitation.

1) L'exercice contrôle des compétences étatiques: la circulation des produits originaires à l'intérieur de l'UDEAO n'est, en principe soumise à aucune restriction. Le Conseil des Ministres est donc habilité à réformer ou à redresser les comportements fautifs en la matière. Cependant l'article sept, alinéa 2, reconnaît aux Etats membres le droit d'instituer en vue de remédier aux déséquilibres éventuels de leur économie ou de maintenir leur équilibre économique des restrictions quantitatives. Les organes de l'UDEAO ne peuvent interdire ou méconnaître le droit pour les Etats d'établir ces restrictions. La compétence nationale limitant la compétence internationale n'est soumise dans son exercice, qu'à l'obligation pour son titulaire d'en informer immédiatement le Conseil des Ministres.

L'Etat intéressé se borne à informer le Conseil des Ministres; il n'est pas tenu de recueillir son avis, encore moins de se soumettre à un décision qui en la matière serait illégale.

2) Le domaine réservé des Etats: La compétence de l'UDEAO est territorialement limitée aux Etats membres et les décisions de ses organes n'ont d'effet qu'à l'intérieur de l'aire géographique des Etats membres. Le traité constitutif présente ainsi un caractère relatif.

La compétence de l'UDEAO est limitée parce que les rapports des Etats membres avec les Etats tiers dans les domaines extérieurs au domaine de validité de l'UDEAO relèvent de la compétence exclusive de chaque Etat. Cette limitation n'est que l'expression de la règle de la spécialité qui caractérise les organisations internationales. Aussi les problèmes relatifs à l'exportation des produits originaires des Etats membres et aux taxes auxquelles les Etats importateurs les soumettent relèvent des relations entre l'Etat membre exportateur et l'Etat tiers importateur. Ces négociations et les accords relatifs à ces problèmes sont la compétence de chaque Etat.

Cependant les Etats membres, pour diverses raisons, peuvent trouver plus commode de recourir aux organes de l'UDEAO pour certains aspects de leurs rapports avec les Etats tiers ou les organisations internationales universelles ou régionales. Quand il s'agit d'organisations internationales ayant le même but, ou d'accords portant sur les questions tarifaires, l'utilité du recours à l'UDEAO est évidente. L'article quatre ouvre aux Etats membres le droit de reconnaître compétence à l'UDEAO pour engager de telles négociations.

Les Etats membres peuvent aussi déléguer certaines de leurs compétences à l'UDEAO; la compétence des délégations des Etats membres en la matière est discrétionnaire et s'analyse dans un droit, une faculté et non dans une obligation de translation de pouvoirs.

3) Les organes de l'UDEAO: Trois organes peuvent exprimer la volonté de l'UDEAO et agir pour son compte; mais un seul a compétence pour prendre des décisions.

a) Le Conseil des Ministres est l'organe suprême de l'UDEAO. Chaque Etat membre y est représenté par son Ministre des Finances ou par un ministre désigné par son gouvernement. Le Conseil des Ministres exerce toutes les compétences reconnues à l'UDEAO et tient une réunion ordinaire annuelle.

Les décisions du Conseil des Ministres lient les Etats membres et le Secrétaire Général assure leur exécution dans un délai maximum de quatre mois à partir de leur notification.

- b) le comité des experts
- c) le secrétariat général

Dans son fonctionnement concret l'UDEAO n'a pas obtenu de meilleurs résultats que l'UDAO. Elle a été inopérante et son secrétariat général impuissant. Elle a manqué de la solidité nécessaire pour son appréhension juridique.

Le mauvais fonctionnement de l'UDEAO est imputable aux égoïsmes étatiques et aux structures économiques des Etats membres soumis à l'influence des capitalistes et des entreprises étrangères; les mêmes Etats auront autant de difficultés au sein de la CEAO pour transcender les difficultés que l'UDEAO n'a pas su conjurer.

La CEAO: La conférence des chefs d'Etat de l'UDEAO (Organe non prévu par le traité constitutif, donc organe de fait) réunie à Bamako les 21 et 22 mai, 1970, a décidé de la création au moyen d'un protocole, de la Communauté Economique de l'Afrique de l'ouest, en remplacement de l'UDEAO dont le fonctionnement défectueux a été souligné plus haut.

La CEAO, aux termes de ce protocole qui est en fait une déclaration de principe, à vocation en matière d'industrialisation, d'échanges commerciaux, d'agriculture, de transports et de communication. La signature et la ratification ultérieure du traité constitutif de la CEAO prévue pour être l'oeuvre de la conférence des chefs d'Etat qui s'est tenue en novembre 1971 donnait naissance à une organisation internationale à vocation générale ouverte à tous les Etats de l'Afrique de l'ouest.

La CEAO n'est-elle pas un dérivatif, une symbiose des deux adversaires d'hier de l'intégration régionale en Afrique de l'ouest? Je veux parler des Présidents Houphouët Boigny du Conseil de l'Entente et de Son homologue Sénégalais L.S. Senghor de l'organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal.

En effet la CEAO est exclusivement un groupe francophone regroupant les anciennes colonies françaises de l'ouest de l'Afrique. Il fut officiellement institué par un traité signé le 3 juin 1972, par les chefs d'Etats du Sénégal, de la Mauritanie, du Mali, membres de l'OMVS, et de la Côte d'Ivoire, du Niger, de la Haute-Volta et du Bénin, membres du Conseil de l'Entente.

La CEAO est un organisme qui a la potentialité d'un système intégratif qui prend des décisions collectives pour promouvoir le développement de l'agriculture, de l'industrie, du transport et du commerce.

En plus des cadres institutionnels de l'UDEAO la nouvelle CEAO a aussi une institution d'arbitrage.

Le Bénin s'est retiré de la CEAO en avril 1973 après avoir cependant signé le protocole d'accord. Il prendra la même position que le Togo qui pensait que tout regroupement en Afrique de l'ouest qui ne comprendrait parmi ses membres le Nigeria et le Ghana était voué à l'échec!

Pour le Chef de l'Etat Togolais le Général Eyadema, la participation de l'Afrique anglophone allait créer les chances d'une réelle organisation régionale africaine coupée du passé colonial et s'engageant sur la voie de l'unité africaine. Nous voyons déjà apparaître l'idée de la dernière née des unions, la CEDEAO.

Les buts de la CEAO sont:

- établir un tarif extérieur commun sur les importations entrant dans la région, à l'exception des marchandises en provenance des pays de la zone franc et de ceux de la communauté Européenne, auxquels un traitement préférentiel est accordé;

- harmoniser les législations fiscales internes des Etats membres.

La CEDEAO: (Communauté Economiques des Etats de l'Afrique de l'ouest) naissait le 28 mai, 1975, comme une des plus récentes tentatives d'intégration régionale. Mais à la différence de la CEAO, la CEDEAO regroupe l'ensemble des pays anglophones et francophones de l'Afrique de l'ouest.

Dans un premier temps, les quinze membres de cette nouvelle communauté économique vont harmoniser leur politique dans les domaines agricole, industriel et énergétique et éliminer leurs barrières commerciales. A moyen terme, ils veulent créer des infrastructures réglés pour les transports et les communications. Enfin, ils vont envisager à plus long terme de créer une unité monétaire commune, rattachée en principe à une seule devise de référence.

C'est l'aboutissement de contacts qu'ont eu lieu entre les dirigeants de l'Afrique de l'ouest au cours de ces dernières années.

La CEDEAO représente un potentiel humain de cent trente millions d'habitants et des ressources agricoles, minières et énergétiques considérables.

Peut-on espérer que ses perspectives d'avenir soient aussi brillantes que ses potentialités démo-économiques?

C'est ce qu'il faut souhaiter.

La CEDEAO ne fait-elle pas double emploi avec la CEAO ou le Conseil de l'Entente? Les membres ont voulu apporter toutes les garanties en ce sens. Non seulement la CEDEAO ne ferait pas double emploi et encore moins concurrence aux organisations régionales qui existent déjà. Les Etats membres précise le traité peuvent appartenir à d'autres associations régionales ou sous-régionales.

Le but de la CEDEAO est de modifier les relations néo-coloniales qui existent actuellement entre les membres de la région et les pays industrialisés des autres continents, en particulier les "Neuf" de la C.E.E.

La CEDEAO sera considérée par rapport aux organisations d'intégration, comme une institution complémentaire.

Les institutions de fonctionnement prévue sont:

a) la conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement

- b) le conseil de ministres
- c) le Secrétariat Exécutif
- d) le tribunal de la communauté (cour arbitrale de justice)
- e) Les commissions techniques:
 - commerce, douane, immigration, gestions monétaires et des paiements;
 - l'industrie, l'agriculture et des ressources naturelles;
 - des transports, des télécommunications et de l'énergie;
 - des affaires sociales et culturelles

Comme nous l'avons vu l'intégration économique politique et sociale de l'Afrique Occidentale dénote de nombreuses difficultés. Ces difficultés tiennent fondamentalement au double caractère de l'intégration économique qui est à la fois objectif et moyen du développement et de la prospérité économiques.

Objectivement, l'intégration économique vise à constituer un espace économique cohérent, territorialement localisé, national ou international, regroupant des espaces antérieurement indépendants ou inarticulés.

En tant que moyen l'intégration vise à mettre en oeuvre les techniques de réalisation de ces objectifs, en conférant à l'économie ou les économies considérées une assise socio-économique de taille telle que les économies d'échelle nationale puissent permettre un accroissement rapide du potentiel de la zone.

Cependant l'intégration au sein de la CEA0' à cause des inégalités entre les pays associés crée des revendications. Les structures de la CEA0 se sont révélées inaptées et impuissantes à résorber les difficultés économiques nationales, par manque de moyens d'actions.

Ces moyens d'actions supposent des pouvoirs d'intervention nécessitant des abandons partiels de souveraineté économique et politique. La CEA0, comme l'UDEAO ne possèdent pas de tels pouvoirs; ce qui limite les résultats positifs de l'intégration régionale.

Il s'avère pourtant nécessaire pour les Etats de l'Afrique de l'ouest, dans le contexte actuel d'accroître leur intégration régionale afin d'amorcer dans leur région l'amorce d'une véritable justice économique.

Il serait souhaitable que ce projet ambitieux d'intégration régionale soit d'abord l'affaire des peuples de l'Afrique de l'ouest. Pour cela il leur faut transcender leurs appartenances à des passés coloniaux différents et aussi dépasser le faux problème de la satellisation ou du micro-nationalisme.

Il faut que l'intégration régionale dans cette partie du continent africain transcende les barrières géographiques et linguistiques issues de la colonisation pour assurer au niveau de la région un développement harmonieux pour l'intérêt des populations en général.

Les unions existantes ont été incapables de résorber le développement inégal entre les pays et populations de la région. Ceci résulte essentiellement

CONCLUSIONS:

En conclusion je dirai que l'intégration économique en Afrique Occidentale doit se faire en tenant compte de la structure de base de cette région. Il semble y avoir actuellement peu de perspectives en vue de réorienter vers l'intérieur le montant des exportations traditionnelles car celles-ci continuent à trouver des demandes outre-mer.

Une solution à long terme peut être envisagée dans le cadre d'une planification régionale à long terme adéquate et coordonnée.

Cette planification doit favoriser les liaisons directes entre les secteurs économiques des Etats contractants en évitant d'une part les concurrences stériles et les doubles emplois d'autre part. Elle pourra ainsi accélérer la constitution d'un véritable ensemble intégré prélude à l'unité régionale, tout en préservant les possibilités d'extensions futures.

On réduirait ainsi l'intégration régionale à un problème de choix des priorités du développement et l'on passerait ainsi plus facilement de la solidarité économique à la solidarité politique. L'une ne pouvant selon moi, exister sans l'autre.

La planification devrait s'occuper du développement industriel des pays membres.

Je pense aussi qu'une certaine impulsion devrait être donnée pour accroître le mouvement des échanges inter-africaines. Pour cela il faut réduire les différences douanières, les barrières commerciales et les restrictions sur les paiements.

La promotion du commerce intra-régional est en lui-même un facteur de développement. Dans ce domaine il y a un grand besoin de coopération, si ce n'est d'harmonisation, dans la planification économique.

Le problème d'un système amélioré des communications et d'information commerciales et économiques doit être aussi pris en considération d'une façon sérieuse.

Sur le plan politique l'intégration est et sera l'objet des élites. Ils doivent en effet anticiper sur la prise de conscience populaire. Cependant la structure du fait social négro-africain, l'influence du double passé africain, (colonial et pré-colonial) mis à l'épreuve de la crise de décolonisation, se révèlent impuissantes à déterminer le cadre et le mode de l'intégration politico-économique, sans une intervention de la conscience collective populaire, mue par le dynamisme d'une idéologie intégrative.

Pour terminer, je dirai qu'actuellement encore plusieurs solidarités, et plusieurs fidélités sollicitent encore l'Afrique Occidentale indépendante et seul l'avenir pourra déterminer laquelle l'emportera de la solidarité panafricaine de la cohésion territoriale ou des communautés régionales et je rappellerai encore un autre proverbe peul: "Ils dirent du cheval: "où vas-tu? Il dit: "seule la bride le sait".